

L'armée belge, **LEADER AU MALI**

C'est dans l'instable région du Sahel que l'état-major a choisi de placer ses pions

► Le soleil est presque au zénith lorsque le général-major Jean-Paul Deconinck agrippe le drapeau bleu ciel des Nations unies. "United we stand", scande-t-il à ses troupes quelques instants plus tard. Ancien chef de la Composante Terre, il est désormais aux commandes du pilier armé de la Minusma (pour Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali). Son rôle sera de travailler main dans la main avec les pôles politiques, humanitaires, policiers, d'appui mais aussi avec les forces européennes et maliennes présentes sur ce gigantesque théâtre d'opérations qu'est le Mali.

ALORS QUE LA cérémonie de remise de commandement touche à sa fin, Marc Comperol, le chef de la Défense belge, le gratifie d'une grande claque dans le dos. "Jean-Paul est la personne idéale pour remplir cette tâche. C'est quelqu'un qui a la tête sur les épaules et qui arrive à faire bouger les lignes", sourit le Chod, soulignant l'immobilisme qui paralyse parfois les missions des Nations unies.

Voilà donc la Belgique propulsée au premier rang au Mali, dont la superficie avoisine les 1,241 million de kilomètres carrés, soit quatre fois la taille de la France. L'armée belge s'y est ancrée, d'une part, avec le commandement d'une mission européenne (EUTM Mali) et d'autre part, celui de la Minusma. La première est, avec 170 militaires belges, l'opération la plus importante de la Composante Terre. Ses effectifs seront réduits en janvier 2018, au moment où l'Espagne prendra la relève.

Cela dit, Steven Vandeput (N-VA), le ministre de la Défense, compte maintenir la présence belge dans le Sahel et même renforcer le contingent actif au sein de la Minusma. "L'Onu avait déjà formulé des demandes. Par exemple, il leur manquait des hélicoptères d'attaque. Nous n'en avons pas donc, fatalement, on ne pouvait pas aider. Par contre, une fois que nous ne serons plus à la tête de la mission européenne, nous examinons les besoins de la Minusma et verrons comment y contribuer. Pas avec des centaines d'hommes mais nous pourrions combler certains be-

soins spécifiques, comme le renseignement, la communication, ou la planification."

Renforcer les moyens de la Minusma est essentiel. Les Nations unies le savent. En effet, pas plus tard que la semaine dernière, un rapport de l'Onu, présenté au Conseil de sécurité, a pointé du doigt certaines lacunes en termes d'équipement. Jean-Paul Deconinck le sait aussi. Droit comme un I, il a ainsi affirmé devant une centaine de Casques bleus vouloir renforcer les effectifs et les moyens logistiques, qu'ils soient terrestres et aériens.

FACE À L'AMPLEUR de sa tâche, le général concède qu'elle serait tout sauf facile à accomplir. "L'environnement est particulièrement volatil, la menace est polymorphe et les risques, élevés", a ajouté le général. Pour rappel, la Minusma est considérée comme la mission de paix de l'Onu la plus dangereuse au monde depuis celle en Somalie dans les années 90. 114 Casques bleus ont trouvé la mort depuis le début de l'opération.

Sarah Freres

LA PHRASE

"Le Sahel, c'est une plaque tournante. Tout y est : trafic de drogue, d'humains, d'armes. Et le terrorisme, bien sûr. Assurer la sécurité des Belges, ça commence là-bas. Pas à Anvers, pas à Bruxelles."

Marc Comperol, chef de la Défense belge.

“SI LA CRISE SE PROPAGE, ON PEUT CRAINDRE une exportation terroriste et un afflux de réfugiés”

▣ Réconcilier le pays, mettre fin à la corruption, au népotisme, organiser des élections démocratiques... Le général Deconinck explique les enjeux de la Minusma

Pourquoi sécuriser le Sahel est-il important ?

“Le Mali est la clé de la sécurisation de toute cette partie de l’Afrique. Il faut absolument éviter que les problèmes d’insécurité ne débordent dans les pays limitrophes. En effet, si la crise actuelle – qui est à la fois politique et sécuritaire – se propage dans d’autres pays d’Afrique – dans ce cas-ci, le Maghreb et la Libye – elle se rapproche de l’Europe. On pourrait craindre une exportation du terrorisme mais aussi un afflux de réfugiés vers les contrées européennes.”

Le G5 Sahel, c’est-à-dire le Mali et quatre de ses voisins, s’est réuni récemment à Bamako. Le groupe a souligné, entre autres, que la Minusma peine à

remplir sa mission. Leurs critiques étaient-elles justifiées ?

“La Minusma a été mise en place en 2013 par les Nations Unies pour soutenir des accords de paix qui peinent effectivement à être implémentés. L’effort doit

d’abord être politique. Il faut aussi régler le problème de la sécurisation : s’il n’y a pas de sécurité dans le pays, le processus de paix, l’aide au développement, le soutien aux populations ne pourra pas prendre racine non plus. C’est le rôle de la Minusma. Pour

ce faire, on doit pouvoir compter sur d’autres acteurs, comme l’opération française Barkhane et l’opération européenne EUTM Mali. On travaille aussi de concert avec les armées maliennes. Il n’y a donc pas que la Minusma qui est un acteur porteur de sécurité ici. Le problème est très vaste et il est important de travailler avec tout le monde. Le G5 vise une action (militaire, Ndlr) qui se concentrerait sur l’ensemble des pays du Sahel et leurs frontières avec le Mali. Une fois qu’il sera opérationnel, on pourra effectivement mieux coordonner nos actions avec eux.”

La force militaire de la Minusma regroupe une cinquantaine de nationalités différentes. Créer une cohésion entre tout le monde ne sera pas évident...

“Non mais ça ne m’effraie pas. C’est un défi. J’ai une certaine expérience militaire, qui m’a mené à conduire pas mal d’opérations avec des unités différentes, avec des cultures différentes. Ici, on a des troupes asiatiques, africaines, européennes avec des différences de niveaux que j’essaie de gommer. L’important, c’est la cohésion de la force.”

Propos recueillis par S. F.

Un général veut moins de militaires en rue



BRUXELLES Le général-major Marc Thys, fraîchement nommé chef de la Composante Terre, s'est donné pour objectif de *"donner une perspective d'avenir"* à cette force, qui souffre de sous-investissements depuis plusieurs années. Pour le général, la mission de surveillance dans les rues (dite OVG) ne devrait idéalement impliquer que 300 à 500 militaires pour ne pas nuire à leur entraînement et à leur vie sociale. Dans un entretien accordé à l'agence Belga, il a ainsi souligné vouloir *"quitter cette phase descendante"* dans laquelle la Composante Terre a été entraînée par des années d'économies imposées à la Défense, ce qui a notamment nui au recrutement. En effet, cette année, l'ensemble des forces armées a prévu d'incorporer 1.160 officiers, sous-officiers et volontaires – et à un retard dans le remplacement du matériel. Il a prévenu que la *"sortie du tunnel"* devrait prendre *"cinq, dix, quinze ans"*.

Ce n'est pas la première fois qu'un général fait pareille déclaration. Plusieurs membres de l'état-major, dont le Chod, ont déjà pointé du doigt la perte de compétences générée par cette mission.

S. F. avec Belga